

Juliette Méadel

Sociale-démocrate, version brut de décoffrage

Par Joseph d'Arrast

Alors qu'elle vient de quitter forcée Terra Nova, la secrétaire nationale du Parti Socialiste à l'industrie dit désormais vouloir revenir à son premier think tank créé en 2012, et tourner la page du premier hic d'une ascension jusqu'ici parfaite.

Jeune, fraîche et jolie, Juliette Méadel ne s'est pas contentée des grâces déposées par les bonnes fées au-dessus de son berceau : avocate d'affaires, énarque, secrétaire nationale du PS à l'industrie, puis directrice générale de Terra Nova pendant moins d'un an, elle avait jusqu'ici coché toutes les cases avec succès. Mais la voilà débarquée du think tank depuis le début du mois de novembre. Officiellement, elle est partie d'elle-même. Officieusement, plusieurs raisons sont avancées : un management trop autoritaire, mais surtout une indépendance envers le Gouvernement qui serait mal passée, notamment à propos de la loi sur la réforme bancaire. Juliette Méadel a confirmé cette dernière hypothèse dans le *Nouvel Observateur* du 7 novembre, et nous dit vouloir maintenant « clore le sujet ».

Il faut dire que la jeune femme n'a jamais été tendre à l'égard du système bancaire actuel. Une opposition qui lui vient de son expérience d'avocate dans un cabinet d'affaires « assez lucratif », Linklaters & Alliance. « En voyant cette puissance financière évoluer, je me disais, où est le sens politique de tout ça ? » Elle entame une thèse sur les marchés financiers et l'intérêt général puis conclut que ces deux intérêts sont décidément antagonistes. « Il faut que l'Etat reprenne la main sur la finance, sinon on arrive au chaos que l'on a connu en 2008. » Une thèse publiée dès 2005. Elle assure continuer à en vendre.

Suite à cette publication, elle décide de donner plus de corps à son engagement. Encartée à 20 ans mais pas militante avant 2002, Jean-Pierre Bel, la recrute au Sénat. Elle suit les travaux de la Commission des finances, bien-sûr, mais se voit aussi confier les discours et la stratégie du groupe. Nommée au projet par les éléphants à l'approche de la présidentielle, Ségolène Royal la repère et l'enrôle dans sa cellule rapprochée. Elle deviendra l'une des fidèles. Pour Juliette Méadel, l'échec de cette campagne tient à deux causes : la passionaria a eu raison trop tôt et « elle a payé le fait d'être une femme ». « Les Français n'étaient pas prêts », assure-t-elle de son regard à la prunelle bleue et insistante.

Alors qu'elle attend son deuxième enfant, Juliette Méadel, plutôt que de paresser durant son congé maternité, se décide à préparer l'ENA. Reçue, elle s'en va à Strasbourg avec son bébé, une situation compliquée, reconnaît-elle. La conciliation entre vie privée et vie professionnelle est l'un de ses chevaux de bataille. Ses propositions décoiffent : « il faut interdire les réunions de 19 à 21h, c'est le seul moment où l'on peut voir ses enfants. » Administratrice civile au Trésor, elle crée à sa sortie de l'ENA son propre think tank « L'Avenir n'attend pas ». Parmi ses membres, on retrouve Jean-Louis Bianco, l'ancien secrétaire général de l'Elysée des années Mitterrand et Aquilino Morelle, le conseiller politique de François Hollande.

Au congrès de Toulouse, elle dépose une motion qui fait plus de 5% et rallie ensuite Harlem Désir puisque ce dernier intègre

ses principales revendications sur la parité et le suffrage universel dans la vie citoyenne. Elle rentre au bureau national du PS, au terme d'un psychodrame avec le sénateur Gaëtan Gorce, autre signataire de la motion. Privée deux fois d'une investiture aux législatives et d'un poste de conseillère de Paris, la jeune femme a retenu la leçon et a su faire le forcing au bon moment.

Juliette Méadel hérite alors du secrétariat national à l'industrie car elle nourrit aussi son désamour envers la finance par un retour de l'industrie en France. « On a besoin d'un outil productif, et d'un Etat stratège pour y parvenir, assume-t-elle dans un discours très tranché. Aujourd'hui l'économie s'est financiarisée, et les grandes entreprises visent avant tout la rentabilité à court terme ». La jeune femme insiste, à l'instar d'Arnaud Montebourg, pour que l'Etat investisse dans les secteurs de demain : la santé, le numérique, la transition énergétique. Dans le cadre des plans de soutien aux grandes entreprises, elle exige que celles-ci s'engagent par le biais d'une contractualisation à réaliser ces investissements d'avenir et à former le personnel nécessaire. « Prenez Florange : il n'y a eu aucune contrepartie écrite de la part de Mittal. » Verbo volant, scripta manant...

Avec Terra Nova, l'aventure aura donc tourné court. Un coup d'arrêt sur lequel elle ne souhaite pas s'attarder. « Il y a plein d'autres formes d'engagements », éluait-

elle lorsqu'on la questionnait sur sa possible investiture aux européennes. Juliette Méadel attend patiemment son heure. La conseillère municipale dans le 14ème arrondissement de Paris, qui n'est pas cette année sur les listes, continuera sans doute à jouer des coudes malgré son revers. En parlant de Bergson et de Rousseau, ses auteurs fétiches, elle nous glisse : « ma réflexion, en ce moment, c'est de comprendre comment on peut vivre ensemble en sacrifiant son intérêt particulier pour, à long terme, construire une société viable. » L'antithèse des libéraux qui veulent faire naître l'intérêt général de la somme des intérêts particuliers. Au fond, c'est peut-être cela le problème de Juliette Méadel, une tendance aigüe à vouloir « transformer la société », à changer et bousculer une nature humaine qui n'est pas nécessairement prête à ces sacrifices qu'elle exige. Et ça ne plaît pas toujours. ■

